

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR D'UN CANDIDAT A UN MARCHE PUBLIC**

Je soussigné(e) : .....  
agissant en qualité de : .....  
de la société : .....  
sise : .....  
.....

**Certifie sur l'honneur :**

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-9 et l'article 450-1 et ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ou une infraction de même nature dans un Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux art L.8221-1 à L8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1, L.8241-2 et L.8251-1 du code du travail
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'art L. 620-1 du **code de commerce** ou d'un procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'art L. 625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'art L. 620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, au sens de l'art 43 du CMP ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard de l'article L.5212 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- i) que l'entreprise que je représente est titulaire d'une assurance responsabilité civile valable pendant l'exécution des travaux qui me sont confiés (cf. copie attestation d'assurance jointe),
- j) que l'entreprise que je représente est titulaire d'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-1 à 6 et 2270 du Code Civil.

A , le

(cachet de l'entreprise et signature de la personne habilitée)